

ACTUEL 34

De l'impuissance stratégique...européenne

Ce mois de mai 2014 est crucial pour l'avenir de l'Europe. Selon les résultats des élections au Parlement européen, l'Union pourra se relancer sur une majorité constructive ou poursuivre sur la voie du déclin et d'une toujours possible implosion. Cette question politique essentielle ne survient pas *ex nihilo* ; elle se pose dans un contexte stratégique alarmant dont certains aspects, fortement dégradés, méritent d'être rappelés et, sans doute, corrigés.

Les sources de l'Europe

On utilise à satiété l'idée selon laquelle « *l'Europe c'est la paix* ». C'est un slogan. La construction européenne a été certes inventée pour réconcilier la France et l'Allemagne, en guerre incessante durant trois siècles, mais elle s'est construite sur fond de guerre froide et adossée à un mur qui la coupait en deux. Et depuis vingt-cinq ans que celle-ci est officiellement close et que l'Occident a gagné cette partie, les conflits ne cessent de rôder à sa périphérie. En réalité, le vieux contentieux stratégique européen n'est pas réglé et il ressurgit aujourd'hui sur le front politique.

La seule Europe historique à laquelle on puisse faire référence est celle de Charlemagne : l'Angleterre n'existait pas comme telle et la conquête arabe avait été contenue. Sa logique continentale et civilisationnelle veille toujours dans la cathédrale de Trèves, au centre du dispositif représenté par Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, les trois centres vitaux des institutions européennes. Son esprit est celui du Saint-Empire romain germanique, dont les deux qualificatifs montrent bien l'axe

géopolitique, ce vaste ensemble qui a été morcelé par les successeurs de Charlemagne lors du Traité de Verdun (843). Depuis cette (funeste ?) dislocation de l'empire carolingien en trois parties, celle du centre - la Lotharingie - n'a cessé d'être l'enjeu majeur des rivalités entre la France et l'Allemagne, la célèbre « rive gauche du Rhin » pour simplifier.

Certes, nous n'en sommes plus là sur le plan géopolitique puisque la France et l'Allemagne sont réconciliées, liées au point de former un « couple ». Mais si mariage il y a eu, son régime est à l'évidence celui de la séparation des biens, statut toujours ouvert à une séparation des corps. Cette fragilité est confortée par la vieille querelle européenne entre les « impériaux » - tous les descendants ou héritiers du Saint-Empire -, fédéralistes par nature et les « souverainistes » représentés au premier rang par les Français et les Britanniques. Ces deux créateurs de la « nation » ont tenté - depuis toujours - de subjuguier ou de neutraliser l'Europe. C'est normalement parmi eux, et quelques autres comme les Hongrois, que se trouvent aujourd'hui les opposants les plus déterminés à l'Europe fédéralisante.

Le gigantisme économique

Cette attitude anti-européenne est difficile à comprendre pour les tenants du libéralisme économique car cette Europe-là est devenue le plus grand ensemble économique mondial avec une production de richesses de 18 450 milliards de dollars, juste devant les Etats-Unis (17 420 milliards) et encore largement devant la Chine. Le PIB par habitant, critère

déterminant du niveau de vie, est en moyenne, pour un ensemble aussi vaste et peuplé, le plus élevé au monde. L'euro, partagé par dix-huit pays, est - malgré ses défauts de naissance -, la seconde devise mondiale qui assure l'équilibre monétaire de la planète financière. L'Union européenne détient la part la plus importante du commerce mondial. On pourrait allonger ainsi la litanie des réussites incontestables de ce qui fut le « marché commun » et est devenu, au fil des traités, l'Union européenne.

Mais ce niveau économique et monétaire a, sinon des inconvénients, du moins des contraintes, qui nécessitent des adaptations, voire des évolutions, nécessairement de l'ordre du politique : on ne peut plus se contenter de gérer le gigantisme, il faut lui donner une direction.

La première nécessité économique est évidemment d'harmoniser le marché intérieur afin que les avantages concurrentiels des uns ne viennent pas affaiblir les situations des autres ; on en est loin. La régulation (comme entre l'Alabama et la Floride...) ne peut procéder à ce niveau que d'instances politiques fortes, légitimes et démocratiques.

La seconde nécessité est que cet ensemble économique soit représenté en tant que tel face aux Grands de ce monde. L'Union n'a aucune efficacité comme puissance virtuelle ou comme agglomérat de puissances moyennes, il lui faut « exister ». Plusieurs domaines viennent immédiatement à l'esprit ; d'abord le *secteur de l'énergie*, décisif pour l'avenir, où n'existe aucune stratégie européenne, où au contraire les pays européens sont profondément divisés alors que se joue là leur avenir économique ; ensuite les négociations entre l'Union et les Etats-Unis sur le « *traité transatlantique* », conduites par des technocrates, où l'on sent bien que l'influence américaine est dominante et que l'issue en semble pour le moins incertaine ; enfin ce qu'on appelle la « *stratégie de la connaissance* », dominée par les géants américains (et chinois demain ?) comme Google, Apple, Microsoft, qui commence à dessiner ce qui sera le monde

futur ; l'Europe, sauf à réprimander Google, est absente de ce sujet clé. Dans tous ces cas, le poids stratégique européen, sans être tout à fait nul, n'est à la hauteur ni des enjeux, ni de ses capacités, ni de son histoire.

Une logique impériale

Si l'Europe semble aujourd'hui passer à côté de son destin, en tout cas ne pas intégrer la grande mutation du monde du XXI^e siècle, c'est que son impuissance stratégique a de nombreuses raisons. Outre les réticences des « grandes nations » à oser des abandons trop visibles de ce qu'elles croient encore relever de leur souveraineté à des instances communautaires décisionnelles contrôlées, la logique impériale qui est celle de l'élargissement de l'Europe, imposée par les circonstances des dernières décennies, a jusqu'à présent empêché la constitution d'un appareil exécutif digne de ce nom.

Ceux qui critiquent l'évolution de l'Union au nom d'un approfondissement manqué ou superficiel font semblant d'oublier la force de cette logique. Ils devraient pourtant savoir que l'élargissement de l'Union à tous les Européens est pour elle une obligation morale vitale ; il fait partie de son capital génétique, celui-là devant aller à son terme géographique et comprendre tous ceux qui se réclament de la civilisation européenne. Cette affaire n'est donc pas close, les événements d'Ukraine en sont l'illustration. Cela dit, autant les élargissements à Neuf puis à Douze et Quinze ont été voulus et à peu près maîtrisés - la Grande-Bretagne mise à part -, autant les suivants jusqu'aux Vingt-huit actuels ont été consentis sous la pression des circonstances et de la nécessité. Plus on s'éloigne du cœur physique de l'Union et de son artère rhénane, plus les difficultés se font nombreuses car on y côtoie les frontières d'anciens empires, en déshérence certes mais toujours vivaces dans le sentiment populaire. L'exploitation tactique qu'en fait le Président russe est exemplaire sur ce point.

Ainsi, le mécanisme de l'élargissement, inévitable, a-t-il contribué à bloquer la constitution d'un pouvoir de décision européen - l'approfondissement -, mais de

plus il crée aux marches de l'Union et à sa périphérie des problèmes d'une rare complexité et gros de risques sérieux pour cette fameuse paix que veut incarner l'Europe. Ces questions, d'essence politique, ont des effets stratégiques majeurs. Si l'Union peut se targuer, à travers le Conseil européen - Vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement - de disposer d'une instance politique suprême, les pouvoirs de décision du Conseil sont toutefois limités aux accords des dirigeants et à leurs éventuels compromis, quand ils ne se neutralisent pas tant leurs divergences d'intérêts nationaux sont flagrantes.

L'impuissance stratégique

L'Union européenne n'a pas de stratégie ; elle n'en a ni les objectifs, ni les organes institutionnels ni les moyens.

Au niveau mondial, alors que les rivalités s'exacerbent et que les tensions se font plus vives entre les deux grands acteurs que sont les Etats-Unis et la Chine, manque le troisième pied du tabouret qui pourrait alors justifier son slogan « *l'Europe c'est la paix* » : la marginalisation de l'Union européenne alors que s'esquisse un nouvel affrontement bilatéral fait peser un doute sérieux sur la paix du monde à venir.

Si on revient au niveau continental, on se souvient que le démantèlement de la Yougoslavie s'est produit d'abord en raison des désaccords européens et qu'il a fallu l'intrusion américaine dans les Balkans pour imposer les accords de Dayton et une solution incongrue pour le Kosovo.

Aux marches méridionales, les révolutions en Tunisie, en Libye, la guerre civile en Syrie, entretiennent des foyers conflictuels, contraignant des populations considérables à l'exil vers le refuge européen. Barricadée derrière un Schengen insuffisant, là encore l'Europe n'a aucune stratégie d'intervention ou d'accueil : elle subit les événements..

A l'est de l'Europe, ce qui devait arriver est sous nos yeux : les pays de l'ex-Union soviétique, pris en otages par les oligarques et soumis à des courants contraires, sont écartelés entre leur appartenance russe et leurs

aspirations occidentales ; le clivage religieux et linguistique aggrave cette situation. En Ukraine, il semble bien que « des Occidentaux » irresponsables, intégristes des « droits de l'homme », aient attisé les braises et exacerbé les oppositions. Le président Poutine n'en demandait pas tant, qui cherche les occasions de reconstituer la puissance russe à défaut de la superpuissance soviétique. Derrière les gesticulations verbales des Européens, sans compter les mesures plus constantes prises par les Etats-Unis, là encore l'Europe n'a aucune stratégie ni d'ailleurs les moyens, le cas échéant, de la mettre en œuvre.

Cette impuissance stratégique, consentie par défaut par les institutions européennes, est dramatique pour l'Europe, pour les pays périphériques concernés et pour le monde entier. Elle explique l'inanité de sa politique étrangère et l'inexistence de son système de défense.

Il serait cruel d'insister sur l'inanité de la politique étrangère européenne dans la mesure où sa représentation est insignifiante et où, profitant de l'aubaine, les Etats conduisent eux-mêmes leurs relations extérieures selon leurs propres tropismes. Mais cette vacuité stratégique est dramatique lorsqu'il s'agit de l'Afrique, ce continent explosif, dont la proximité - et la démographie - engagent notre destin commun.

Il est encore plus important de revenir sur le *trou noir* de la défense européenne. L'Union, se déciderait-elle, avec des instances politiques renouées et fortifiées - tout peut arriver ! -, à envisager des projets stratégiques propres et structurants (énergie, transports, monnaie, environnement, connaissance, etc.) qu'il lui faudrait s'en donner les moyens. Et dans le domaine clé de la sécurité - mais on ne s'en rend compte que lors des crises - l'absence d'un système européen de sécurité la condamne aux stériles gesticulations auxquelles nous assistons ou au recours à l'Autre.

Mais l'Autre, c'est-à-dire l'Américain ou son subterfuge l'OTAN, n'est plus ni dans la situation des années 1990 ni dans les mêmes

dispositions à l'égard de l'Europe. Depuis lors, le monde a basculé vers l'Orient. La guerre perdue contre le terrorisme et l'émergence bouleversante de la Chine, entre autres, ont modifié la vision américaine du monde et rebattu les cartes géopolitiques. Les Etats-Unis ont subi, avec ou sans l'OTAN, des échecs militaires graves dont ils tiendront compte pour conduire « autrement » leurs futures guerres, à leur manière. Nous célébrons cette année le 70ème anniversaire du débarquement de Normandie : c'était un autre temps. Les guerres, si l'on peut les appeler ainsi, ne se font plus ni avec les mêmes méthodes ni avec les mêmes moyens. Mais il n'est pas trop tard : l'Europe a l'opportunité de se constituer un système de sécurité original et propre à se prémunir des guerres du XXI^e siècle.

*

Sur tous les plans, l'Europe est parvenue à la croisée de ses chemins. Sans une plus grande intégration stratégique (à l'exemple de l'ESA - l'Agence spatiale européenne), elle est assurée d'être exclue de l'histoire et d'entraîner avec elle les anciennes grandes nations européennes. Aucune n'y échappera, l'Allemagne pas plus que la France, et encore moins la Grande-Bretagne. Sur le plan stratégique - c'est vrai des Etats, des armées comme des entreprises -, il existe un principe fondateur, celui de la concentration des forces et de l'économie des moyens. L'Union n'exige ni la fusion ni l'abandon d'identité, elle signifie seulement qu'on se réunisse sur des projets et qu'on les mette en œuvre ensemble.

Eric de La Maisonneuve